

Seul le texte prononcé fait foi

PASCAL BROULIS AUX JOURNALISTES

Lausanne, le 6 août 2009

Mesdames, Messieurs,

Merci de votre intérêt, merci d'avoir répondu nombreux à l'invitation du Parti radical vaudois.

Je ne vais pas vous faire languir, mon annonce d'aujourd'hui tient en peu de mots :

«J'ai répondu positivement à mon parti, j'ai décidé de me porter candidat à la succession du Conseiller fédéral Pascal Couchepin. »

J'aimerais détailler les raisons et les circonstances de cette décision.

Elle est mûrement réfléchie, elle a été prise après une longue pesée d'intérêts.

J'en ai naturellement discuté toutes les implications avec ma famille.

J'ai consulté de nombreuses personnes, dans le canton de Vaud et en-dehors, dans le milieu politique et en-dehors.

La fonction m'attire.

Dans notre système démocratique, composé d'équilibres divers et complexes, elle est la plus importante que l'on puisse exercer.

Celui qui vit la politique comme une passion, celui qui en a fait son métier, ne peut qu'être tenté par le Conseil fédéral.

Mais c'est aussi une fonction très exigeante, qui réclame de multiples compétences.

Je ne les ai pas toutes.

Je ne maîtrise pas suffisamment l'allemand, la langue de la majorité, celle dans laquelle travaille en priorité la Berne fédérale.

Je sais que je dois m'améliorer, j'ai entrepris de le faire et je vais persévérer. Mon objectif est de pouvoir

m'adresser à vous en allemand dans six mois. D'ici-là
Bitte, Französisch.

Je ne suis pas dans le sérail fédéral.

J'aurai beaucoup à apprendre. J'en suis là aussi conscient, j'y consacrerai toute l'énergie nécessaire.

D'autres ont dû le faire avant moi, je sais que ce n'est pas insurmontable.

Envisager le Conseil fédéral, c'est être prêt à quitter le gouvernement vaudois.

Ce n'est pas un choix facile.

J'ai un grand plaisir à exercer ma fonction, j'estime avoir un rôle à jouer dans la crise économique qui sévit, en tant que chef des finances et président du Conseil d'Etat.

Plusieurs dossiers me tiennent à cœur, et ils ne sont pas encore menés à terme, en particulier dans le domaine des collaborations intercantionales.

Mais c'est aussi parce que je pense à mon canton que je me présente.

J'estime essentiel que Vaud, qui est le pivot de la Suisse romande et qui représente près de 40% de la minorité francophone du pays, ait sa place dans le Conseil fédéral.

Il serait présomptueux de réclamer un siège permanent des Vaudois à Berne, comme ce fut longtemps le cas, mais le silence vaudois au gouvernement n'a que trop duré.

Il a contribué à un affaiblissement de notre canton dans la Confédération, et je suis convaincu que cette faiblesse générale fait du tort au pays dans la mesure où un axe fort entre Genève, Lausanne, Berne, Bâle et Zurich est une garantie de cohésion.

Je crois aussi que mon parti, qui reste un acteur central de la politique cantonale, doit manifester ses ambitions en pareille circonstance.

Je les remercie d'autant plus volontiers que j'ai l'appui précieux de ma collègue Conseillère d'Etat Jacqueline de Quattro et des Conseillers nationaux Isabelle Moret, Charles Favre et Olivier Français. Je tiens à les remercier sincèrement de leur soutien.

Mais on ne brigue pas le Conseil fédéral par seulement envie, ou pour promouvoir son canton ou son parti.

On le brigue avec une volonté politique.

La mienne est d'avancer avec tous.

Si ce qui a été réalisé dans le canton de Vaud peut inspirer une manière de gouverner, c'est dans la force des dialogues noués, de la recherche de compromis efficaces, du respect des institutions.

C'est ainsi que les finances cantonales ont été assainies.

C'est ainsi, à petits pas mais avec constance, que le canton a retrouvé une marge de manœuvre politique.

Je pense aussi avoir démontré mon souci de la collégialité.

A supposer que je sois élu, je ferai tout mon possible pour contribuer à la sérénité du collège gouvernemental. On ne concrétise pas dans le conflit les valeurs de liberté, de solidarité, et de responsabilité qui sont celles de mon parti.

La concordance reste la condition nécessaire pour mener à bien les projets qui encouragent la croissance économique, la création de richesses, l'innovation, la cohésion sociale, et l'emploi.

J'ai la faiblesse de croire que mes méthodes seraient utiles à Berne, dans des dossiers délicats et déterminants comme ceux qui sont sur le bureau de Pascal Couchepin, réforme de l'AVS et de l'AI, coûts de la santé, etc.

Membre d'un gouvernement cantonal, je crois par ailleurs à la force des cantons.

Cette conviction fédéraliste, je ne compte pas l'abandonner si je suis élu.

Les pouvoirs se renforcent mutuellement quand ils s'écoutent et se respectent. Pour moi, cela veut dire travailler en étroite entente avec son groupe dans l'Assemblée fédérale.

En conclusion, engagé, volontaire, expérimenté, enthousiaste, c'est dans cet esprit que je pose ma candidature au Conseil fédéral.

Je vous remercie de votre attention, et je suis prêt à répondre à vos questions.